



RUA

Prétextant la lutte contre la pauvreté et une simplification des aides sociales, le gouvernement propose un Revenu universel d'activité. Un risque de baisse des aides, rien d'universel et aucun lien avec une quelconque activité.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET CONSOMMATION, QUELS LIENS ?

Dans le cadre du cycle de colloques intitulé « la face cachée des produits que nous consommons », s'est déroulé le 3 octobre 2019 à Montreuil le deuxième volet qui posait la question des liens entre réchauffement climatique et consommation. Le premier volet, en 2018, interrogeait les conséquences de notre consommation en matière sociale avec, notamment, l'effrayant sujet du travail des enfants.

Baisse injustifiable du taux du LIVRET A



D.R.

Le gouvernement vient de décider d'abaisser, à partir de février, le taux du Livret A à 0,5% soit le tiers du taux d'inflation pour l'exercice 2019 (1,5%) que vient d'établir l'INSEE. Ce taux injustifiable est le taux le plus bas enregistré dans l'histoire du Livret A créé en 1818. Un Livret détenu par 55 millions de français, notamment les plus modestes (Le Livret de développement durable et solidaire - LDDS, anciennement CODEVI puis LDD - sera également concerné par cette baisse de taux de même que le Livret Jeunes verra également son taux diminué). Les banques, avec l'appui du Gouverneur de la Banque de France, sont les bénéficiaires toutes désignées de cette baisse du taux qu'elles ont sollicité et obtenu du gouvernement.

Extrait communiqué INDECOSA-CGT

ANNIVERSAIRE

La NVO a 111 ans



Alors que des centaines de milliers de salariés manifestent et sont en grève contre la réforme des retraites souhaitée par Emmanuel Macron, la question du traitement médiatique du mouvement social se pose avec plus d'acuité encore.

Seul véritable organe de presse syndical de France, la NVO occupe une place particulière au sein du paysage médiatique. A l'occasion de ses 110 ans, La Nouvelle Vie Ouvrière instruit sur un mode parodique le procès de la presse. Militants, journalistes, spécialistes des médias défilèrent à la barre pour faire entendre leurs points de vue.

Le mouvement social face à la presse

le procès | nouvelle date 28 janvier 2020 · Montreuil



D.R.

Main basse sur nos retraites

« Les différentes crises financières ont ancré dans les esprits que les marchés financiers sont d'abord des sources de risque avant d'être des sources de performance », se désole BlackRock

BlackRock est le plus gros fonds de gestion d'actifs au monde. Il détient environ 7 000 milliards d'euros de placements, soit près de trois fois le PIB français et tire la majorité de ses revenus en gérant l'épargne retraite privée de salariés du monde entier : les fameux fonds de pension.

BlackRock investit sur les cinq continents. Il possède une part de 40 % des entreprises américaines les plus importantes. Il vote dans 17 000 conseils d'administration, possède plus d'actions dans Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft que les fondateurs de chacune de ces sociétés. En France, il est propriétaire d'environ 5 % de BNP Paribas, d'Axa, de Renault, de Bouygues, de Total, de Vivendi, de la Société générale...

Pour le fonds américain, l'Hexagone représente un marché essentiel : « Les Français se distinguent au niveau mondial par un taux d'épargne élevé, 14 % de leur revenu disponible chaque année », relève BlackRock. Cela représente un pactole accumulé, tous patrimoines confondus, de 13 125 milliards d'euros en 2016, dont 5 400 milliards d'actifs financiers.

Comme en France, les fonds de pension sont régulés – on ne peut pas librement spéculer avec sur les marchés –, cela explique la campagne de dérégulation de BlackRock auprès de l'Etat, le fonds dispensant ses « recommandations » au gouvernement et au président de la République.

Dans un document publié en juin 2019 et intitulé « La loi Pacte : le bon plan retraite », M. Jean-François Cirelli, président de BlackRock France, s'immisce dans le débat politique. Il expose tout le profit qu'il espère tirer d'une réforme des retraites qui fasse une large place à la capitalisation, en s'appuyant notamment sur la loi Pacte votée au printemps sous l'impulsion de Bruno Le Maire.

D'après L'humanité 11 décembre 2019, Le monde diplomatique janvier 2020



L'équipe de rédaction du IN MAGAZINE
vous souhaite une excellente année 2020
pleine d'engagements, de combats et de fraternité



RECONQUÊTE



Symboliquement, le passage d'une année à l'autre marque une rupture. Cette fois-ci nous ressentons intuitivement que nous entrons dans une période charnière de l'histoire humaine nous rappelant cruellement que nous ne maîtrisons rien, que les civilisations ne sont pas immortelles. La période que nous vivons cristallise ce qui était en germe durant des années. Elle nous passe la facture environnementale, sociale, économique et géopolitique. Il ne nous reste plus qu'à éviter qu'elle ne s'alourdisse. Les incendies en Australie ont pour conséquences de nombreuses victimes humaines et la disparition de millions d'espèces. La Grèce, le Portugal et la Californie ont brûlé dans l'indifférence générale. En France, nous avons pu constater la sécheresse tragique de l'été 2019, la fragilisation des espèces animales et végétales. Nous savons tous, désormais, que la préservation d'une planète habitable est un enjeu majeur. Il faut sortir de l'apitoiement pour penser réellement les réponses politiques. Il nous faut dépasser les bonnes résolutions individuelles, et définir l'organisation économique et les circuits de productions qui permettront d'enrayer la catastrophe. Or, la crise sociale qui se manifeste sous diverses formes en France et dans les pays développés, relève d'un processus similaire à ce qui détruit les écosystèmes.

La dérégulation, la libéralisation des flux de capitaux et de marchandises, en un mot le libéralisme, voici les causes dont nous voyons aujourd'hui les ravages. Nous avons externalisé notre pollution en même temps que nous détruisons nos industries et nos emplois. Aujourd'hui un aliment parcourt en moyenne 3 000 km avant d'arriver dans nos assiettes, soit 25% de plus qu'en 1980. De plus, la globalisation, c'est-à-dire un immense marché mondial, permet l'accentuation de la division du travail et la mise en concurrence de tous les systèmes et de tous les travailleurs.

La bataille actuelle sur les retraites n'est pas celle de la suppression des régimes spéciaux ou de la diminution continue des pensions. Elle se joue plutôt entre deux visions de l'humanité. Ainsi la CGT, depuis la création de la Sécurité Sociale en 1946 agit dans les luttes pour la retraite comme continuité du salaire. Ce qui était le cadre originel de la retraite "des vieux" travailleurs n'a jamais été pleinement acquis.

La retraite comme continuité du salaire va beaucoup plus loin qu'un système comptable. Elle s'accompagne d'une vision de l'humanité alternative au capitalisme, car elle revendique l'attribution d'un salaire pour ce qu'on est, un citoyen ayant atteint un certain âge, et non pas comme contrepartie des cotisations passées. Cette déconnexion horrifie le patronat et son serviteur le gouvernement, car elle envisage la possibilité que nous puissions nous-mêmes décider que nous avons le droit à la retraite, et nous donner ainsi les moyens de vivre et de produire sans eux.

Dans nos luttes d'aujourd'hui et de demain, gagnons la vie à taux plein.

Patrice Bouillon, Secrétaire national

ACTUALITÉS	P.2
Baisse injustifiable du taux du livret A	
Main basse sur nos retraites	
INTERNATIONAL	P.4
Quelles sont les actions du collectif International d'INDECOSA ?	
NATIONAL	P.5
Le revenu universel d'activité... une violente régression !	
TERRITOIRES	P.6
Var : bilan d'un an de mandat	
DOSSIER	P.7-12
Réchauffement climatique et consommation : quels liens ?	
FICHE PRATIQUE :	P.13
Acheter un smartphone reconditionné : Quelles précautions préalables ? Quelle garantie ?	
CULTURE	P.14
A lire : Le fond de l'air est jaune	
A lire : La casse du siècle	
A voir : main basse sur l'eau	

AGENDA

Janvier

- 9 Mobilisation nationale pour la défense des retraites
- 22 Bureau national
- 24 Journée internationale de l'éducation
- 28 NVO - le mouvement social face à la presse (Nouvelle date)
- 28 Journée mondiale de la protection des données

Février

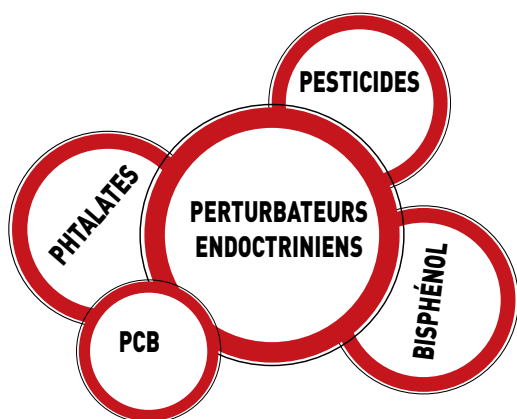
- 13 Collectif logement
- 17-19 Formation logement à Courcelle
- 20 Journée mondiale de la justice sociale
- 26-27 Bureau national
- 28 Journée mondiale sans Facebook

- 2020 La Nouvelle Vie Ouvrière fête les 111 ans du magazine

Information Indecosa. Case 1-1. 263, rue de Paris- 93516 Montreuil CEDEX
 Tél. : 01 55 82 84 05. email : indecosa@cgt.fr . Site : www.indecosa.cgt.fr
 Directeur de la publication : Martine Sellier • Rédacteur en chef : Christian Méchain •
 Rédaction dossier : Michèle Berzosa • Iconographie et mise en page : Pascale Leconte
 • Relecture, correction : Marie-Christine Dabrowski • Bimestriel imprimé et routé par
 Rivet Presse Édition, 87000 Limoges • Prix de vente : 5 euros au numéro. 6 numéros
 par abonnement annuel : 30 euros • N° de commission paritaire :
 0420 G 86486. Imprimé sur papier recyclé.



QUELLES SONT LES ACTIONS DU COLLECTIF INTERNATIONAL D'INDECOSA ?



Projet PVC/PE

Nous poursuivons notre action pour dénoncer l'usage de perturbateurs endocriniens en grande quantité dans les papiers peints classiques. Les tests sont revenus du laboratoire danois, mais celui-ci refuse de s'engager sur certaines substances ! En coopération avec nos partenaires lituanien et finlandais, d'autres tests sont envisagés. Nous restons sur l'idée d'une large campagne d'actions, d'information et de formation à suivre.

Projet MCV

Nous sommes désormais inscrits sur un projet européen de lutte contre les maladies cardiovasculaires. Ce projet implique formations, colloques et informations et doit débuter dès le premier trimestre 2020.



Projet CropBooster-P.

Nous avons été sollicités par l'ECU pour représenter celle-ci dans le cadre d'un projet portant sur les cultures et sources d'alimentation alternatives. Dans un tel cadre, nous devons renforcer notre base argumentaire scientifique afin de pouvoir nous faire entendre sur la dimension militante. A cette fin, nous avons désormais le soutien précieux d'une militante engagée : Geneviève Victorero.

Projet Transition Juste

Il associe plusieurs pays d'Asie du Sud-Est sur les questions d'environnement. Nous restons mobilisés pour la création d'un jeu de cartes et les travaux réalisés dans le cadre de ce projet viendront en appui du troisième volet de notre cycle de conférences internationales sur la Face cachée des produits que nous consommons.



ECU (European Consumers Union).

Suite à notre implication pour plus de structuration, l'ECU organise désormais des conférences web dont nous veillerons à la régularité. Nous restons aussi attentifs à l'inscription de l'ECU aux groupes d'intérêts européens qui est en cours.

Sesimbra (Portugal)

Nous avons participé à une rencontre entre militants syndicaux impliqués sur les questions environnementales. Une présentation d'INDECOSA en français, anglais, grec et portugais a été réalisée grâce à l'implication de nombreux membres. Les contacts ont particulièrement été intéressants avec la Belgique (formations) et la Grèce (domaine médical). D'autres ont été pris avec la Roumanie, le Portugal et également avec l'ETUI qui souhaite contribuer à un réseau européen actif.

François Bilem

FORMATIONS :

La journée d'étude sur les acteurs de la consommation à l'échelle européenne aura lieu le 25 février à Montreuil. Elle concernera le bureau, élargi à cette occasion. Trois jours de formation sur le projet PVC / PE, qui présentent en même temps la portée et la pertinence des projets européens, sont en cours de bouclage. Une session est prévue à Courcelle du 6 au 8 avril. Elle pourra également être organisée localement à votre demande. Certains départements se sont déjà signalés comme intéressés.

LE REVENU UNIVERSEL D'ACTIVITÉ... UNE VIOLENTE RÉGRESSION !

Prétextant la lutte contre la pauvreté et une simplification des aides sociales, le gouvernement propose un Revenu universel d'activité. Un risque de baisse des aides, rien d'universel et aucun lien avec une quelconque activité ... décryptage.

Le revenu universel d'activité (RUA) a été annoncé ainsi par Emmanuel Macron en septembre 2018 lors de la présentation du plan pauvreté : « Un Revenu universel d'activité qui fusionne le plus grand nombre possible de prestations afin de garantir un socle minimal de dignité à tous ceux qui doivent en bénéficier ». Le même, quelques mois auparavant, avait lancé son « on dépense un pognon de dingue dans les prestations sociales » !

La politique menée par le gouvernement s'emploie à « corriger » ce constat en s'attaquant notamment aux aides au logement. Entre juillet 2017 et 2020, plus de 7 milliards d'euros auront été économisés sur les allocataires des aides personnelles au logement, singulièrement sur les locataires du parc HLM.

Le RUA va amplifier ces économies avec la mécanique des non-recours qui représentent sans doute 10 milliards d'euros que ne perçoivent pas leurs ayants-droit (38 % pour le RSA, 27 % pour la Prime d'activité). Ce phénomène ne touche que peu les APL notamment grâce à l'intervention des bailleurs sociaux. Il est question de mettre en place ce RUA à enveloppe constante. Ainsi, l'amélioration de la couverture sociale des autres aides sera payée par les locataires HLM ! Ces mêmes locataires qui déjà financent de plus en plus seuls les réhabilitations et les constructions de logements sociaux.

Mais ce RUA ne vise pas seulement à réaliser des économies sur les politiques de logement. Il les remet en question : Les APL ne sont pas un revenu, mais une aide fléchée, permettant l'accès au logement en complément des aides publiques à la construction pour des niveaux de loyer bas. Elles touchent un public plus large que les seuls ayants-droit aux minima sociaux ou aux retraités et jouent un rôle de réduction des inégalités. Ainsi, un rapport de l'Insee d'octobre 2019 constate une augmentation de la pauvreté de 0,6 point et accuse notamment la baisse des APL dans le

Depuis juillet 2017, l'État a réalisé plus de 7 milliards d'euros d'économies sur les aides au logement !

M€	2017	2018	2019	2020
Décret baisse de 5 euros APL et AL	130	400	400	400
RLS (seules APL)	0	800	900	1300
Suppression APL/AL accession	0	50	70	90
Gel loyers du parc social	0	45	45	45
Diverses non-revalorisations		75	395	725
Contemporanéisation des APL et AL				1300
Total (Md€)	0,13	1,37	1,81	3,86
	Cumul		7,17 Md€	

parc HLM. L'intégration des APL dans le RUA fragiliserait encore les organismes HLM à qui elles sont aujourd'hui versées puis déduites du loyer des allocataires.

C'est pourquoi il faut s'opposer par tous les moyens à ce RUA, qui constitue une régression sociale, et particulièrement à l'intégration des APL parmi les aides sociales fusionnées.

Même s'il ne faut pas se faire d'illusion sur le débat organisé par le gouvernement, il faut que les locataires l'investissent et participent notamment au dispositif de consultation en ligne pour développer tous les arguments démontrant la dimension destructrice de cette transformation des politiques sociales et des politiques publiques du logement.

INDECOSA-CGT sera de toutes les initiatives qui participeront à cette bataille qui s'entame contre le revenu universel d'activité jusqu'à la contestation de l'inscription des APL portée par le gouvernement dans un projet de loi prévue courant 2020.

Eric Arnault pour Indecosa-cgt IDF

AGENDA DU RUA

- De juin 2019 à début 2020, une concertation institutionnelle avec les collectivités locales, les associations et les partenaires sociaux en 5 phases successives : constats, principes et objectifs, périmètre, parcours de l'allocataire, gouvernance et, seulement à la fin, financements.
- Du 9 octobre au 20 novembre 2019, un dispositif de consultation citoyenne en ligne et quelques ateliers citoyens (6 annoncés sur le site Internet consultation-rua.gouv.fr).
- En janvier 2020, un jury citoyen, composé de 15 membres dits représentatifs, doit se réunir autour des enjeux présentés lors de la concertation institutionnelle.
- Courant 2020, une synthèse et un rapport doivent alimenter un projet de loi.

QU'EST-CE QUE LE NON-RECOURS

C'est le fait, pour une personne, de ne pas recevoir une aide sociale à laquelle elle aurait droit. Plusieurs raisons peuvent conduire à un non-recours :

- **La non-connaissance :** la personne ignore que l'aide existe ou qu'elle y a droit ;
- **La non-réception :** la personne entame une demande qui n'aboutit pas par difficultés administratives ou négligence ;
- **La non-demande :** bien que connaissant l'aide, la personne fait le choix de ne pas la solliciter ;
- **La non-proposition :** Les personnels sociaux, notamment par ignorance, n'orientent pas correctement les demandeurs.

SERVICE PUBLIC ■ A MINIMA

Créées en juillet dernier, les Maisons France Services (460) succèdent aux Maisons de Service au Public. Elles sont censées répondre à la disparition de nombre de services de proximité dans les territoires. Mais plus que des services publics, il s'agit de « services au public », ce qui est bien différent car, en général, il s'agit de « guichets uniques », dans des bureaux de poste ou des mairies, avec un accueil a minima par des personnels dont la formation ne permet pas de répondre à des préoccupations particulières, de Pôle emploi à la Caisse d'allocations familiales ou à l'Assurance maladie...

D'après NVO, novembre 2019

LOGEMENT ■ APL

A partir du 1^{er} janvier 2020, l'aide au logement devait être calculée avec les revenus les plus récents et actualisée tous les 3 mois pour tenir compte de l'évolution de la situation des locataires. Cette réforme, qui aurait eu pour conséquence pour 600 000 locataires de voir leur APL disparaître et pour 1,2 million d'avoir des prestations à la baisse, a été repoussée au 1^{er} avril 2020, pour des "raisons techniques". Curieusement, c'est le mois suivant les élections municipales !

SNCF ■ GARES

A la tête de la SNCF pendant plus de 10 ans, Guillaume Pépy a mené une politique d'érosion continue des effectifs de cheminots, de fermetures de lignes, de gares et de guichets pour des raisons de « rentabilité », tout en développant les filiales privées du groupe. Depuis le 1^{er} janvier la SNCF n'est plus une entreprise publique. Sa transformation en sociétés anonymes de droit privé parachève l'ouverture à la concurrence de toutes les circulations ferroviaires. Les 3 000 gares de France devraient hériter d'une nouvelle directrice générale, issue du secteur financier (HSBC). La transformation de grandes gares en galeries marchandes, la venue des nouveaux opérateurs ferroviaires et cette nomination « C'est la porte ouverte à l'arrivée d'actionnaires privés dans le capital de la filiale «gare et connexions» » et à la privatisation des gares.

D'après Libération.fr, 23 déc.2019 / L'Humanité Dimanche, 9 janv. 2020



VAR : bilan d'un an de mandat



Depuis décembre 2018, le vote des locataires a permis à deux administrateurs Indécosa-CGT de les représenter auprès de l'Office « Terre du Sud habitat ».

NOS ACTIONS

LES VIGNES

Le 30 janvier 2019 nous imposons la présence au Conseil d'administration des locataires de la résidence « Les Vignes » pour qu'ils expriment leur ras le bol : pas d'eau chaude, chauffage insuffisant ! Réaction de l'Office : une réparation effectuée dans les 15 jours suivants, apportant une infime amélioration, car depuis les problèmes persistent !

LOYER : abandon de l'augmentation prévue pour les loyers 2020.

Nous ne sommes pas dupes, nous veillerons à ce que les élections municipales passées, il n'y ait pas d'autres augmentations. Il y a 6 ans même cas de figure, pas d'augmentation avant les élections suivies d'un double rattrapage : deux augmentations l'année suivante, sous l'excuse de l'obligation de respecter les recommandations de la CGLLS (4^e protocole d'aide au rétablissement de l'équilibre pour la période 2017-2021).

Malgré les engagements pris devant la Commission départementale de conciliation de procéder à un abattement sur les charges 2018, l'Office n'a remboursé que quelques euros aux locataires. L'INDECOSA ne peut accepter cela. Une action devant le tribunal va être engagée pour manquement au décret 2002-120 du 30 janvier 2002 du logement décent.

L'EPI D'OR 6

Engagement pris par le directeur général devant la Commission départementale de conciliation de rembourser sur 3 ans les charges relatives au poste électricité des communs. Le chiffrage est en cours, ce remboursement devrait intervenir avant fin janvier 2020.

BANANE

Terrain de l'ex- « Banane » : recul du projet initial et concertation avec les habitants pour l'aménagement de la partie publique grâce à la mobilisation de plusieurs associations.

L'action paye !

Nous nous engageons à la poursuivre. Il reste encore des actions en attente devant les non-réponses de l'Office à nos demandes de contrôle des charges (Le Prairial, Le Messidor, Le Floréal...).

Au cours de nos permanences et de nos rencontres avec les locataires, nous constatons leur ressenti du mépris qu'ils subissent.

Nous-mêmes éprouvons des difficultés à être entendus et reçus par l'Office. Nos administrateurs n'ont pas eu, entre autres, le droit au badge d'accès. C'est un frein à leur fonction.

Nous continuerons à soutenir les locataires malgré cela.

Nous n'accepterons pas que des familles vivent avec des cafards, des punaises de lits, cohabitent avec des rats.

Nous n'accepterons pas que les communs des bâtiments ne soient pas nettoyés.

Les besoins des locataires doivent être entendus ! Nous agissons pour que l'Office cesse sa politique de redressement financier à leur détriment.

Les locataires ont des droits, ils doivent être respectés !

L'Office « Terre du Sud habitat » doit mener une gestion plus humaine, veiller à ce que les entreprises réalisent réellement leurs missions, que des efforts financiers soient faits pour réparer la vétusté des conduites d'eau chaude des bâtiments pour qu'enfin l'eau chaude et le chauffage soient distribués correctement aux locataires.

Dans le cadre du cycle de colloques intitulé « la face cachée des produits que nous consommons », s'est déroulé le 3 octobre 2019 à Montreuil le deuxième volet qui posait la question des liens entre réchauffement climatique et consommation. Le premier volet, en 2018, interrogeait les conséquences de notre consommation en matière sociale avec, notamment, l'effrayant sujet du travail des enfants.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET CONSOMMATION, QUELS LIENS ?

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET CONSOMMATION, QUELS LIENS ?

À Montreuil le 3 octobre 2019, des experts de haut niveau étaient réunis pour dresser un bilan très riche en matière de réchauffement climatique, de biodiversité, de protection des océans, d'énergie, de traitement des déchets, d'agriculture, mais également pour envisager des solutions individuelles et collectives.

Côté bilan, les alertes étaient claires. Oui, le climat se réchauffe, et oui, c'est en grande partie à cause de l'activité humaine. « *On a déjà pris 1°C, il faudrait limiter le réchauffement à 1,5°, voir 2° maximum pour avoir une chance de s'adapter*, expliquait Jean Jouzel, climatologue. *Mais pour cela il faut diviser par deux nos émissions d'ici à 2030 et atteindre la neutralité carbone en 2050. Ces objectifs sont inscrits dans la loi, mais on n'en prend pas du tout le chemin.* »

Des conséquences visibles et invisibles

En matière de biodiversité, même constat alarmant d'Audrey Coreau directrice adjointe de l'Agence française pour la biodiversité. « *En temps normal, une espèce dure de 1 à 10 millions d'années. Sur 50 000 vertébrés, 260 auraient disparu au XXe siècle. L'effondrement est maximal ces dernières quarante années.* » Et la scientifique faisait le lien entre la perte de biodiversité et le réchauffement climatique en expliquant que les deux phénomènes largement enclenchés s'alimentaient l'un l'autre. Matthieu Colleter, docteur en écologie marine et membre de l'association Bloom, rappelait quant à lui que près de 90% des stocks de poissons mondiaux subissaient, soit la surpêche (33%), soit une pêche intensive à la limite de l'acceptable (60%).

Enfin, la table ronde du matin donnait la parole à Isabelle Autissier, ingénieur agronome et présidente du WWF France. Recoupant les questions de réchauf-

fement climatique, de biodiversité et de protection de l'environnement, la navigatrice expliquait notamment les conséquences visibles et invisibles des pollutions, et principalement de la dispersion dans la nature de millions de tonnes de plastiques. Elle soumettait à l'auditoire un chiffre aussi étonnant qu'inquiétant : nous, consommateurs occidentaux, ingérons en moyenne 5 grammes de plastique par semaine, soit l'équivalent d'une carte de crédit !

Urgence sociale et climatique

L'après-midi, Philippe Antoine ancien secrétaire de l'Union départementale CGT des Alpes de Haute Provence, ancien président d'Indecosa-CGT, représentant CGT au Ceser PACA, militait pour une économie circulaire et le réemploi. Jean-Michel Poupon, délégué CGT à Air Liquide relatait les perspectives d'avenir de l'hydrogène, tandis que Valérie Concalvès, de l'ONG « Droit à l'énergie – SOS Futur », rappelait que 80% de l'énergie sur la planète est consommée par 20% de la population, et insistait sur la nécessaire défense du droit à l'énergie pour tous. Jocelyne Hacquemand, secrétaire fédérale de la fédération de l'agroalimentaire CGT soulevait le problème de l'accaparement des terres agricoles et l'urgence à défendre l'agriculture paysanne. Enfin Véronique Martin, membre du Bureau confédéral de la CGT, reliait l'urgence sociale et l'urgence climatique en notant que les deux fléaux résultaient bien d'un même système, le capitalisme.

Au-delà de tous ces constats alarmants, la question des responsabilités se posait avec détermination. Tout le monde s'accordait sur une responsabilité partagée, à tous les niveaux, du simple consommateur dont les choix ont des conséquences indéniables sur la planète, jusqu'aux gouvernants, en passant par la société civile. Plusieurs intervenants admettaient que des lois allant dans le bon sens étaient adoptées, en France par exemple, mais qu'elles n'étaient pas appliquées. Finalement et sans surprise, chacun parvenait à la conclusion que le système capitaliste est définitivement incompatible avec la résilience qu'il nous faudrait anticiper, tant les intérêts financiers nient la nécessité de changer les modes de production et les modes de consommation. Un constat corroboré par Claire Nouvian, fondatrice de l'association Bloom et activiste lucide (lire interview page 10).

Au-delà de tous ces constats alarmants, la question des responsabilités se posait avec détermination. Tout le monde s'accordait sur une responsabilité partagée, à tous les niveaux, du simple consommateur dont les choix ont des conséquences indéniables sur la planète, jusqu'aux gouvernants, en passant par la société civile.



Agence française pour la biodiversité

LA DESTRUCTION ET LA FRAGMENTATION DES HABITATS NATURELS. En France, l'équivalent du département de Seine-et-Marne a été artificialisé entre 2006 et 2015 (6500 km²). Il y a 60000 obstacles à la continuité écologique dans nos rivières

INDECOSA-CGT ET L'ENVIRONNEMENT

L'association ne peut s'exonérer des questions environnementales. Elle l'a compris depuis longtemps et aborde régulièrement ces sujets. Quelques exemples.

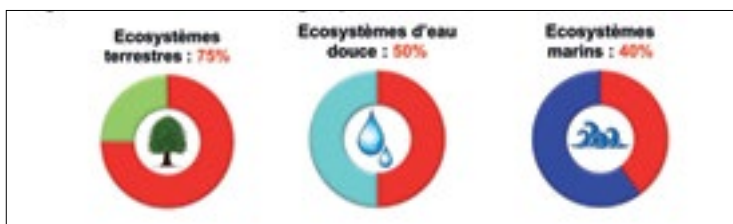
« La question environnementale n'est pas nouvelle pour nous, elle est au cœur des préoccupations d'Indecosa-CGT depuis de nombreuses années. » C'est ainsi que Martine Sellier, présidente d'Indecosa-CGT, introduisait le colloque du 3 octobre, avant de donner quelques exemples d'actions entreprises. En 2007, l'association participe au premier Grenelle de l'environnement et commence à tisser des liens avec des ONG et des acteurs de la société civile. En 2009, elle est présente à la COP21. À l'occasion du forum dit « alternatif », l'association rencontre énormément de militants de la cause environnementale et, à l'exemple de « l'agora » du forum, trouve-là l'idée d'organiser le présent colloque.

Quand Indecosa-CGT organise une journée d'étude sur la précarité énergétique, quand elle revendique un service public de l'énergie, quand elle défend les transports ferrés d'usagers et de marchandises, quand elle s'interroge sur la qualité de l'eau, quand elle travaille sur l'économie circulaire et dénonce l'obsolescence program-

mée, c'est certes de consommation que l'association se préoccupe, mais c'est aussi d'environnement. Et c'est en pleine conscience qu'elle le fait. « Nous sommes tous concernés par les questions d'environnement, poursuivait Martine Sellier ce 3 octobre à Montreuil. Nous n'avons qu'une seule terre, n'attendons pas le jour d'après pour réagir. Nos modes de vie vont subir des bouleversements très importants et cela nous amène à certaines remises en cause. »

C'est ainsi qu'Indecosa-CGT propose notamment une croissance plus respectueuse des cycles de la vie et une transition juste vers une économie bas-carbone qui placera l'homme au cœur du processus de transformation. Pour concevoir cette voie juste et nécessaire, le colloque de l'automne dernier, par la qualité des experts invités et les interventions de tous les participants, a participé à l'éveil des consciences tout en apportant aux réflexions futures une matière riche et étayée.

La grande majorité des écosystèmes ont été reconfigurés et significativement endommagés par l'homme



Agence française pour la biodiversité



Choix des produits
sans les abeilles

« L'ENVIRONNEMENT ET LES PAUVRES, ÇA N'INTÉRESSE PAS LES RICHES »



Entretien avec Claire Nouvian, militante écologiste, réalisatrice de documentaires animaliers et scientifiques, polyglotte parlant six langues dont le russe. Elle a créé en 2005 l'association Bloom, dont l'objectif est de protéger les océans et leurs écosystèmes marins en créant une forme de pacte durable entre l'homme et la mer. Ses principaux faits de guerre sont d'avoir réussi à faire interdire le chalutage en eaux profondes et la pêche électrique par les institutions européennes. Elle a reçu le trophée de la « femme en or de l'environnement » et le Prix Goldman, la plus haute distinction environnementale. En 2018, dans la perspective des élections européennes, elle a créé avec l'essayiste Raphaël Glucksmann un parti politique, Place publique, mais elle vient d'en démissionner. Peut-être était-elle trop puriste ou trop idéaliste pour se lancer dans la politique politicienne.

Bloom



Choix des produits avec les abeilles

Agence française pour la biodiversité

IN : En 2018, vous avez créé un parti politique de gauche et écologiste, avec Raphaël Glucksmann. Ce parti, Place publique, n'a pas réussi une véritable percée aux élections européennes. Mais à la fin de l'année dernière vous avez claqué la porte de votre propre parti. Pourquoi ?

Claire Nouvian : Il y a trop d'égos, trop de magouilles, trop d'arri-
vistes qui cherchent la lumière en politique, les militants et les gens bien s'en trouvent impuissants. Et je me suis trompée en pensant que l'on pouvait changer la société de cette manière, avec un petit parti politique. On ne peut pas gagner contre une si grosse machine que sont les logiques économiques libérales à l'œuvre dans tous les domaines avec leurs relais politiques très puissants dans les grandes organisations et institutions. J'ai toujours été pessimiste parce que j'étais au courant des faits, des chiffres, des tendances, mais j'avais un espoir dans les ressorts politiques. J'ai perdu espoir de ce côté-là aussi. L'ampleur des défis est trop écrasante. J'ai cru que l'on pouvait gagner, mais je me mentais.

IN : Votre attitude vous honore, mais votre défaitisme est particulièrement inquiétant. Si les partis politiques ne vous semblent pas à la hauteur, qui va changer la société et qui va s'atteler à cet énorme chantier de sauver la planète ?

C.N. : On ne va pas la sauver. Ensuite il faut déterminer ce que l'on entend par sauver la planète. D'un point de vue de l'entité géophysique, la planète va continuer à exister jusqu'à ce que le soleil l'anéantisse. Ce que l'on est en train de mettre en péril, c'est un cycle du vivant avec des extinctions massives d'espèces. Comme la sixième extinction de masse actuelle est très accélérée par rapport aux événements antérieurs, on peut imaginer que l'humanité finisse par faire disparaître la diversité d'espèces vivantes sur cette planète. Si sauver la planète, c'est sauver les espèces, c'est très mal parti, car on conti-

nue à détruire leurs habitats et à les polluer. Le climat change et des espèces sont en train de s'effondrer et de muter... Après avoir fait disparaître les autres, l'espèce humaine pourrait elle-même disparaître. Et je ne vois pas comment on pourrait désormais s'éviter de grands décrochages massifs.

NVP: Qu'entendez-vous par « décrochages massifs » ?

C.N. : C'est le fait que les écosystèmes soumis à des pressions répétées trop fortes « décrochent » : ils ne peuvent plus assurer leur fonctionnement. C'est déjà en cours, notamment en Afrique où des écosystèmes entiers s'effondrent en raison des tensions climatiques comme les sécheresses, les inondations, les incendies à répétition... In fine, ces tensions sur les ressources génèrent des conflits... Sur lesquels on peut facilement greffer des justifications idéologiques ou religieuses. Les peuples, qui aujourd'hui sont épargnés par l'instabilité climatique et écosystémique et connaissent une forme de prospérité, car ils vivent dans un système social et économique qui organise une répartition des richesses, n'ont pas de raison de se mettre en péril, d'accepter les guerres, de quitter leur histoire, leur culture, leur famille et de se mettre sur des routes périlleuses de la migration. Plus de 80% des migrations sont des migrations de sud à sud. Très peu de migrations nous parviennent dans le nord. Or nous les rejetons. Tout est en train de se déstabiliser et la porte est ouverte à la domination violente, armée, des uns par les autres.

IN : On a tout de même le sentiment d'un début de prise de conscience. Le pape avec son encyclique Laudato si, puis l'Onu, l'Europe, la COP 25, tout le monde alerte sur les risques climatiques. À votre avis, pourquoi les progrès sont-ils si lents ?

C.N. : Les consciences ont immensément progressé, mais la traduction politique est très en retard. Je distinguerais les entités qui ont



Agence française pour la biodiversité

un pouvoir de contrainte légale des autres. Le pape François a pris, lui, toutes ses responsabilités en disant à l'Homme de réévaluer son impact écologique puisqu'il est en train de mettre en péril le vivant, y compris l'humain. Mais le pape n'a pas le pouvoir d'agir. En revanche si on prend l'Europe, elle aurait - si elle voulait agir - tous les pouvoirs. Or l'Europe prend des postures, mais dans les faits, rate le coche écologique.

IN : La jeunesse commence à se mobiliser pour changer les choses. N'est-ce pas tout de même encourageant ?

C.N. : Sans doute mais les consciences ne se traduisent pas dans les actes. On élit, partout en Europe, des gouvernements majoritairement de droite libérale ou d'extrême-droite qui ne veulent pas agir sur le climat et la préservation des espèces. Les politiques savent faire de grandes déclarations, mais reculent dans les faits et les lois. Cela se voit bien, ne serait-ce qu'en France : Emmanuel Macron est en-dessous de tout sur la trajectoire carbone de la France et sur les mesures concrètes pour protéger l'environnement et les plus faibles. Il se contrefiche de la justice sociale, a rejeté le plan Borloo pour les banlieues. Ce ne sont pas les préoccupations ou les priorités de son électorat ou de ses bailleurs de fonds. L'environnement et les pauvres, ça n'intéresse pas les riches, ça ne rapporte rien et pire, ça coûte. Partout dans le monde, ces logiques libérales sont en train de mener l'humanité au bord du gouffre. Le gouvernement Macron a même fait reculer la loi Littoral ce que personne n'avait osé faire. Il faudrait un changement total de paradigme mental mais les libéraux n'y sont pas prêts.

IN : La question revient à l'esprit, comme lors du colloque d'Indecosa-CGT : Que faire ? Comment s'y prendre, ne serait-ce qu'au niveau des consommateurs ? Faut-il culpabiliser tous ceux qui n'ont pas un comportement écologique irréprochable ? Et quels sont les arguments qui portent ?

C.N. : Les progrès dans le champ de la psychologie cognitive permettent de savoir ce à quoi répondent les humains. On sait adapter les messages et discours à ce qui marche, à ce qui suscite une réaction. Et pour une grande partie de l'humanité - mais heureusement pas toute - le narcissisme fonctionne bien. Lorsqu'on regarde la distribution de l'empathie dans l'humanité on se rend compte que la fibre altruiste n'est pas la mieux partagée. Les gens réagissent lorsqu'ils se sentent touchés individuellement. D'une certaine façon donc, c'est parce que la dévastation du climat est devenue tangible qu'il peut y avoir une réaction collective. Les incendies ou les inondations à répétition génèrent une angoisse sourde parce que les gens se sentent menacés dans leur intégrité ou dans leurs biens.

Si les gens culpabilisent, tant mieux. C'est un signe de santé morale. Il s'agit d'une faute collective mais que l'occident et nous, les riches,

portons plus lourdement que les autres, alors pourquoi s'épargnerait-on la culpabilité ? Malheureusement, je ne vois pas de culpabilité prononcée ni de conscience adaptée à l'ampleur de la catastrophe parmi les classes aisées. Quant au catastrophisme, c'est la condition sine qua non pour agir. C'est ce que Jean-Pierre Dupuis appelle « le catastrophisme éclairé ». C'est parce qu'on croit à la catastrophe que l'on peut agir de façon à l'éviter.

IN : Oui, mais les citoyens sont un peu perdus et ne savent pas ce qui est le plus urgent. Par quoi commencer ?

C.N. : Il est difficile de hiérarchiser les actes individuels qui permettraient de sauver une trajectoire collective. Mon conseil est de vivre... en conscience. Il faut être dans une démarche de connaissance pour comprendre le monde dans lequel on vit, connaître l'impact des chaînes de production et consommer en connaissance de cause. Le mode de vie qu'on adopte peut avoir un impact lourd ou faible, on a le choix. Aujourd'hui, la traçabilité est estimée pour tout ce que l'on fait. Il est possible de mettre en conformité nos actes avec notre conscience.

IN : Les écologistes prônent une société de la sobriété. Mais lorsqu'on regarde autour de soi, qui est prêt à se priver et à s'adapter à la sobriété ?

C.N. : On s'adaptera à ce qu'il y aura et surtout à ce qu'il n'y aura plus. Sera-t-on, en revanche, capables de prévenir la raréfaction avant qu'elle ne survienne et d'être raisonnables en conséquence ? C'est une autre question. On ne voit pas un mouvement de masse se dessiner dans ce sens. Et les structures du pouvoir ne le permettent pas. Pour une bonne raison : il est impossible d'accéder au pouvoir sans être corrompu, financièrement et/ou moralement. Lorsqu'une campagne électorale est financée par des industriels et le milieu bancaire, ceux-ci attendent tout naturellement un retour sur investissement.

Propos recueillis par Dominique Gerbaud

POUR EN SAVOIR PLUS

Les enregistrements du colloque sont visibles sur :

<https://www.youtube.com/channel/UC7CnmK7dmmvc778S3PT8Ww/videos>

Un compte rendu de huit pages, réalisé par Arnaud Faucon, est disponible à l'association.

Contact : a.faucon.indecosa@cgct.fr

L'association Bloom :

<https://www.bloomassociation.org/>

Droit à l'énergie – SOS Futur :

<https://www.energiesofutur.org/>

ACHETER UN SMARTPHONE RECONDITIONNÉ

QUELLES PRÉCAUTIONS PRÉALABLES ? QUELLE GARANTIE ?

Quand notre téléphone portable nous lâche, une pratique de plus en plus répandue peut nous aider : l'achat d'un smartphone dit « reconditionné ». Il s'agit d'un ancien appareil défectueux passé entre les mains de sociétés spécialisées qui l'évaluent, le démontent, le réparent, le nettoient, le testent et le remettent en vente. Il est à distinguer du téléphone « d'occasion » qui ne bénéficie pas forcément de ces différentes étapes. En France, en 2018, plus de deux millions de téléphones reconditionnés ont ainsi été écoulés, soit une progression de 7% par rapport à 2017. Parallèlement, la vente d'appareils neufs a baissé de 6,5%.



30 à 50% moins cher

A quoi doit-on s'attendre lorsqu'on achète un matériel reconditionné ? Toutes les fonctionnalités du téléphone doivent être en état de marche. En revanche, l'appareil peut présenter des défauts mineurs, comme des rayures sur le boîtier ou des impacts sur la vitre. Les téléphones reconditionnés sont classés de « A+ » à « C », selon leur âge et leur état. Un smartphone « A+ » est quasi neuf. Il peut présenter d'infimes rayures sur l'écran ou la coque du « A » encore plus sur le « B » et enfin, le « C » est nettement plus marqué. Bien que cette dégradation n'ait rien d'officiel, on peut s'y référer. D'elle dépend aussi le prix du produit, de 30 à 50% moins cher que le neuf.

S'adresser à des pros

Pour investir dans un smartphone reconditionné, mieux vaut s'adresser à des sociétés reconnues dans ce domaine (Recommerce, Remade, Smaart...), à la grande distribution, ou aux opérateurs de téléphone (Fnac, Boulanger, Bouygues telecom...) qui, soit assurent eux-mêmes le service, soit sous-traitent à des reconditionneurs qualifiés. À éviter les particuliers inconnus, si l'on ne veut pas se retrouver avec un smartphone volé, de même que les sociétés domiciliées hors de l'Union européenne, si l'on veut bénéficier d'un SAV fiable et accessible.

Vérifier les accessoires

Ceci dit, la professionnalisation du marché, des précautions restent nécessaires. Tout d'abord, il faut s'assurer que le smartphone est « déverrouillé », c'est-à-dire compatible avec tous les opérateurs.

Ensuite, la présence et l'état de marche des accessoires (câbles de chargement, écouteurs) sont à vérifier systématiquement. Il est ainsi préférable d'exiger des accessoires de la même marque que le téléphone, voire d'origine. La batterie s'avère souvent être un point faible. Mais là, à part exiger une batterie neuve, le contrôle est difficile. Enfin, que l'achat soit réalisé sur Internet ou dans un magasin physique, il doit être accompagné d'une garantie légale de conformité qui engage le vendeur. En général, celles-ci sont proposées pour une durée de six à dix-huit mois.

Michèle Berzosa pour INDECOSA-CGT
Paru dans Ensemble octobre 2019



L'AVIS INDECOSA-CGT

La loi dite anti-gaspillage pour une économie prévoit, dès le 1er janvier 2021, dans les magasins d'électroménagers ou techniques, l'affichage d'un indice de réparabilité. Aujourd'hui, le calcul de cet indice est imprécis. INDECOSA veillera à ce que cette information soit claire et transparente, pour être utile aux consommateurs et décourager les pratiques d'obsolescence programmée des fabricants.

Ecoconception, réparabilité, recyclage total... INDECOSA-CGT encourage toutes mesures favorisant l'allongement de la durée d'usage des biens de consommation et l'économie circulaire de proximité.

Contacts : indecosa@cgt.fr et indecosa.cgt.fr

À LIRE



Les ronds-points sont une invention française, tout comme l'idée de les bloquer vêtus de gilets jaunes. En y installant leurs barrières, les manifestants les ont transformés en places publiques, permettant à des gens qui s'ignoraient jusqu'alors de fraterniser. Ils ont surtout réussi à mettre au centre du débat la question de la justice sociale – et celle, fondamentale pour toute l'humanité, du lien entre justice sociale et justice écologique. De cette histoire en cours, il est possible de dessiner certains contours sans les figer. Fait singulier, pour le monde des idées, la mobilisation des gilets jaunes a suscité celle des sciences sociales et humaines, rarement aussi présentes et précises face à l'irruption du contemporain. On a vu, très vite, circuler des analyses issues des meilleurs travaux de l'histoire, de la sociologie, de la géographie, de la science politique, de la philosophie, de l'économie, des sciences de l'information. À la fois archives du présent et armes pour l'avenir, quinze d'entre elles sont réunies ici, accompagnées de photographies, de textes et de slogans qui documentent une révolte inédite.

Avec Étienne Balibar, Ludivine Bantigny, Louis Chauvel, Isabelle Coutant, Aurélien Delpirou, Olivier Ertzscheid, Michaël Foessel, David Graeber, Samuel Hayat, Jean-Claude Monod, Thomas Piketty, Pierre Rosanvallon, Alexis Spire, Sophie Wahnich et Michelle Zancarini-Fournel. Textes réunis et présentés par Joseph Confavreux.

LE FONDS DE L'AIR EST JAUNE
Comprendre une révolte inédite
Editions du Seuil
Parution : 24 janvier 2019

À LIRE



Des couloirs transformés en hébergements de fortune, des personnels de santé au bord de la crise de nerfs, des mobilisations récurrentes, l'hôpital public est mis à rude épreuve. Ce livre propose une analyse des politiques hospitalières successives qui ont abouti à la crise actuelle. Une véritable casse de ce service public est engagée par des réformateurs adeptes de l'acculturation de l'univers médical à des logiques managériales qui contredisent son bon fonctionnement. À l'encontre de toute évidence, les défenseurs d'une réorganisation du travail continuent de promouvoir à la fois des indicateurs de rentabilité ineptes et une vision techniciste de la médecine qui prétend substituer l'innovation aux relations humaines. Alors que la montée de la précarité et des souffrances sociales née de décennies de politiques néolibérales conduit une part croissante de la population à trouver refuge dans des services hospitaliers sous tension, l'hôpital se trouve devoir résister aussi bien aux manquements de la médecine de ville qu'à la concurrence de cliniques privées largement dispensées des obligations de service public. À l'heure où les mobilisations pour le défendre s'intensifient, un débat s'impose sur les missions de l'hôpital et les moyens qui lui sont accordés.

*P-A.Juven, Sociologue, chargé de recherches au CNRS, chercheur au Cermes3
F.Pierru, Docteur en science politique, sociologue, chargé de recherche au CNRS
F.Vincent, Sociologue au Centre d'études de l'emploi et du travail-CNAM*

LA CASSE DU SIÈCLE
A propos des réformes de l'hôpital public
Pierre-André Juven, Frédéric Pierru, Fanny Vincent
Editions Raisons d'agir
Parution : 25 avril 2019

À VOIR



© Production Magnéto
 Presse / ARTE France
Main basse sur l'eau
 Une investigation internationale de Jérôme Fritel sur la financiarisation de l'eau
 Auteurs : Patrice des Mazery, Jérôme Fritel
 France 2019 /
 Durée : 87mn

Réchauffement climatique, pollution, pression démographique, extension des surfaces agricoles... : partout dans le monde, la demande en eau explose et l'offre se raréfie. En 2050, une personne sur quatre vivra dans un pays affecté par des pénuries. Après l'or et le pétrole, l'"or bleu", ressource la plus convoitée de la planète, attise les appétits des géants de la finance, qui parient sur sa valeur en hausse, source de profits mirobolants. Aujourd'hui, des banques et fonds de placements – Goldman Sachs, HSBC, UBS, Allianz, la Deutsche Bank ou la BNP – s'emploient à créer des marchés porteurs dans ce secteur et à spéculer, avec, étonnement, l'appui d'ONG écologistes. Lesquelles achètent de l'eau "pour la restituer à la nature", voyant dans ce nouvel ordre libéral un moyen de protéger l'environnement.

En Australie, continent le plus chaud de la planète, cette marchandisation de l'eau a pourtant déjà acculé des fermiers à la faillite, au profit de l'agriculture industrielle, et la Californie imite ce modèle. Face à cette redoutable offensive, amorcée en Grande-Bretagne dès Thatcher, la résistance citoyenne s'organise pour défendre le droit à l'eau pour tous et sanctuariser cette ressource vitale limitée, dont dépendront 10 milliards d'habitants sur Terre à l'horizon 2050. De l'Australie à l'Europe en passant par les Etats-Unis, cette investigation décrypte pour la première fois les menaces de la glaçante révolution en cours pour les populations et la planète. Nourri de témoignages de terrain, le film montre aussi le combat, à la fois politique, économique et environnemental, que se livrent les apôtres de la financiarisation de l'eau douce et ceux, simples citoyens ou villes européennes qui résistent à cette dérive, considérant son accès comme un droit universel, d'ailleurs reconnu par l'ONU en 2010. Alors que la gratuité est déjà perdue, le cynisme des joueurs de ce casino mondial, au sourire carnassier, fait frémir, l'un d'eux lâchant : « Ce n'est pas parce que l'eau est la vie qu'elle ne doit pas avoir un prix. »

Jérôme Fritel est journaliste et réalisateur. Il est l'auteur de Goldman Sachs, la banque qui dirige le monde, en 2012, les gangsters de la finance, en 2016, avec Marc Roche.

<https://www.arte.tv/fr/videos/082810-000-A/main-basse-sur-l-eau/>

Diffusé sur ARTE le 15 décembre 2019. Disponible sur arte.tv jusqu'au 14 juin 2020.

INDIVIDUEL

Nom :
 Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :
 Tél. :
 E-mail :
 Entreprise ou organisme :

COLLECTIF

Responsable de liste et du règlement collectif
 Nom :
 Prénom :
 Adresse :
 Code postal : Ville :
 Tél. :
 E-mail :
 Entreprise ou organisme :

■ Indiquer sur papier libre le nom et les coordonnées des destinataires

Au numéro : 5 €
 Abonnement annuel : Formule papier 30 €
 Formule numérique 30 €
 Formule papier et numérique 35 €

Je règle par chèque à l'ordre de Indecosa-CGT

BULLETIN D'ADHÉSION

Nom :
 Prénom :
 Date de naissance :
 Adresse :
 Code Postal : Ville :
 Téléphone fixe : Portable :
 Courriel :

Entreprise ou organisme

J'adhère pour l'année 2019 30 euros
 Je m'abonne à In magazine pour six numéros 30 euros

Date et signature

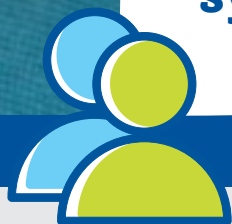
A retourner à
 IN magazine Case 1-1 263, rue de Paris 93516
 Montreuil Cedex Tél. : 01 55 82 84 05
 Nous contacter : indecosa@cgt.fr



**Scannez et
 découvrez le site
 d'INDECOSA-CGT**

ORGANISATIONS SYNDICALES

**J'ai le pouvoir
de protéger
mon activité
syndicale.**



**Ce qui est essentiel pour nous à la Macif,
depuis plus de 30 ans, c'est de protéger
l'activité syndicale de nos partenaires.**

**Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,
c'est un engagement de tous les instants.**

C'est pourquoi, lorsque vous choisissez de défendre
les intérêts des salariés, la Macif est à vos côtés
pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Contactez-nous : partenariat@macif.fr

Assurances
Banque
Santé
Essentiel pour moi



Les garanties et prestations sont accordées dans les conditions et limites des contrats souscrits.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue de Pied-de-Fond 79000 Niort. Intermédiaire en opérations de Banque et en services de paiement pour le compte exclusif de Socram Banque. N° ORIAS 13005670 (www.orias.fr).